

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Décret n° 2018-313 du 27 avril 2018 relatif aux organisations de producteurs, aux associations d'organisations de producteurs et aux groupements de producteurs

NOR : AGRT1805045D

Publics concernés : organisations de producteurs ; associations d'organisations de producteurs ; groupements de producteurs.

Objet : adaptation des dispositions réglementaires applicables aux organisations de producteurs, aux associations d'organisations de producteurs et aux groupements de producteurs.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret adapte les dispositions régissant les organisations de producteurs, les associations d'organisations de producteurs et les groupements de producteurs à la réglementation européenne et à la partie législative du code rural et de la pêche maritime, modifiée par l'ordonnance n° 2015-1248 du 7 octobre 2015. Il procède notamment à une clarification des réglementations applicables aux organisations de producteurs et aux associations d'organisations de producteurs reconnues dans les secteurs couverts par l'organisation commune des marchés et ceux qui ne sont pas couverts par le droit européen.

Références : le décret est pris pour l'application de l'article L. 553-1 du code rural et de la pêche maritime. Le code rural et de la pêche maritime modifié par le décret peut être consulté, dans sa version issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'alimentation,

Vu le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91 ;

Vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 511/2012 de la Commission du 15 juin 2012 relatif aux notifications concernant les organisations de producteurs et interprofessionnelles ainsi que les négociations et les relations contractuelles prévues dans le règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil dans le secteur du lait et des produits laitiers ;

Vu le règlement délégué (UE) 2017/891 de la Commission du 13 mars 2017 complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes ainsi que le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les sanctions à appliquer dans ces secteurs et modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission, notamment ses articles 5 à 13, 16 à 20 et 59 ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2017/892 de la Commission du 13 mars 2017 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés, notamment ses articles 24 et 27 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 121-1 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son titre V du livre V ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Martin en date du 23 février 2018 ;

Vu la saisine de l'assemblée de Martinique en date du 26 février 2018 ;

Vu la saisine du conseil régional de La Réunion en date du 26 février 2018 ;

Vu la saisine du conseil départemental de La Réunion en date du 26 février 2018 ;

Vu la saisine du conseil régional de la Guadeloupe en date du 26 février 2018 ;

Vu la saisine du conseil départemental de la Guadeloupe en date du 26 février 2018 ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du 26 février 2018 ;

Vu la saisine de l'assemblée de Guyane en date du 1^{er} mars 2018,

Décète :

Art. 1^{er}. – 1° L'intitulé du titre V du livre V du code rural et de la pêche maritime est ainsi rédigé :

« TITRE CINQUIÈME

*« Organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs
et groupements de producteurs »*

2° Les chapitres I à IV du titre V du livre V du code rural et de la pêche maritime sont remplacés par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE I^{er}

*« ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS ET ASSOCIATIONS D'ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS RECONNUES
DANS LES SECTEURS COUVERTS PAR L'ORGANISATION COMMUNE DES MARCHÉS DES PRODUITS AGRICOLES*

« Section 1

« Dispositions communes

« *Art. D. 551-1.* – La demande d'extension des règles prévue au premier alinéa de l'article L. 551-2 est adressée au ministre chargé de l'agriculture.

« L'extension est prononcée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'agriculture et de l'économie.

« *Art. D. 551-2.* – La décision permettant à une organisation de producteurs ou à une association d'organisations de producteurs de percevoir des cotisations auprès des producteurs non membres est prise par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

« *Art. D. 551-3.* – Sans préjudice des dispositions applicables au secteur de la banane, l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) procède aux contrôles prévus au b) du 4 de l'article 154 du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil.

« *Art. D. 551-4.* – Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 59 du règlement (UE) n° 2017/891 complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes ainsi que le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les sanctions à appliquer dans ces secteurs et modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission et de l'article D. 551-7, lorsque des manquements sont relevés, le directeur général de l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) en avertit les organisations de producteurs et associations d'organisation de producteurs par lettre recommandée dans les deux mois suivant le constat en précisant les mesures correctrices à mettre en œuvre dans un délai qu'il fixe et qui ne peut excéder douze mois à compter de la notification de l'avertissement.

« Au terme de ce délai, si les réserves ne sont pas levées, le ministre chargé de l'agriculture prononce le retrait de reconnaissance.

« En cas de modification effectuée à la demande de l'administration suite au contrôle prévu à l'article D. 551-3, la validation des statuts par l'organe délibérant peut se faire par des moyens électroniques de télécommunication de ses membres.

« *Art. D. 551-5.* – Lorsque des activités sont externalisées auprès d'un ou plusieurs de leurs adhérents conformément aux articles 155 du règlement (UE) n° 1308/2013 et 13 et 18 du règlement (UE) n° 2017/891, les organisations de producteurs et les associations d'organisations de producteurs vérifient que chacun des autres adhérents bénéficie des mêmes conditions d'accès aux diverses prestations offertes.

« *Art. D. 551-6.* – Dans le cas où l'organisation de producteurs qui sollicite la reconnaissance est constituée, en tout ou partie, de membres qui sont eux-mêmes des entités juridiques ou des parties clairement définies d'entités juridiques composées de producteurs, le nombre minimal de producteurs exigé pour satisfaire aux conditions de reconnaissance est calculé sur la base du nombre de producteurs réunis pour chacune des entités juridiques ou parties clairement définies d'entités juridiques.

« Section 2

*« Dispositions applicables aux organisations de producteurs et aux associations d'organisations de producteurs
reconnues dans le secteur des fruits et légumes*

« Sous-section 1

« Dispositions communes aux organisations de producteurs et aux associations d'organisations de producteurs

« *Art. D. 551-7.* – Le directeur général de l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est l'autorité compétente pour transmettre les lettres d'avertissement et suspendre la reconnaissance des organisations de producteurs ou des associations d'organisations de producteurs engagées dans un programme opérationnel, en vertu de l'article 59 du règlement délégué (UE) n° 2017/891.

*« Sous-section 2**« Dispositions spécifiques aux organisations de producteurs*

« Art. D. 551-8. – Peuvent être reconnues en qualité d'organisations de producteurs, les organisations de producteurs :

« 1° Dont la valeur minimale de production commercialisée est au moins égale à un million d'euros. Cette valeur est fixée à 100 000 euros pour les organisations de producteurs de fruits à coque, de fruits et légumes destinés à la transformation, de produits sous signes d'identification de la qualité et de l'origine ou pour les organisations de producteurs ayant leur siège social dans une zone périurbaine ou dans une zone de faible densité de production, une collectivité territoriale d'outre-mer ayant le statut de région ultrapériphérique de l'Union européenne ou dans la collectivité territoriale de Corse ;

« 2° Qui regroupent au moins cinq producteurs.

« Art. D. 551-9. – Le pourcentage maximal en droit de vote et en participation qu'une personne physique ou morale, membre d'une organisation de producteurs, peut détenir directement ou indirectement dans une organisation de producteurs doit être inférieur à 50 %.

« Par dérogation au premier alinéa et lorsque cela est nécessaire à la pérennité économique de l'organisation de producteurs, le pourcentage maximal en participation qu'une personne physique ou morale peut détenir directement ou indirectement dans une organisation de producteurs peut aller jusqu'à 70 %.

« Art. D. 551-10. – Les adhérents peuvent renoncer à leur qualité de membre sous réserve d'en informer préalablement l'organisation de producteurs dans un délai qu'elle fixe et qui ne peut être inférieur à trois mois ni excéder six mois.

« La renonciation prend effet au changement d'exercice comptable de l'organisation de producteurs ou, lorsqu'un programme opérationnel est en cours et sauf accord contraire entre les parties portant sur un délai inférieur, à la date de fin du programme opérationnel, dans le respect de l'engagement coopératif le cas échéant.

« Art. D. 551-11. – En vertu de l'article 160 du règlement (UE) n° 1308/2013, les producteurs membres d'une organisation de producteurs reconnue vendent la totalité de leur production couverte par cette organisation par son intermédiaire.

« Pour l'application de l'article 12 du règlement (UE) n° 2017/891, le pourcentage de production d'un producteur associé commercialisé en dehors de l'organisation de producteurs est porté à 40 % dans le cas de produits relevant du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91 ou lorsque les membres producteurs commercialisent leur production par l'intermédiaire d'une autre organisation de producteurs désignée par leur propre organisation de producteurs.

« Le volume marginal mentionné au b du 1 de l'article 12 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 ne peut dépasser 5 % de la valeur de production commercialisée de l'organisation de producteurs.

« Art. D. 551-12. – L'organisation de producteurs précise dans son règlement intérieur les modalités selon lesquelles elle contrôle que ses membres se conforment aux règles sur le taux d'apport de production conformément au deuxième alinéa de l'article 160 du règlement n° 1308/2013 et aux dérogations de l'article 12 du règlement (UE) n° 2017/891.

« Art. D. 551-13. – L'organisation de producteurs dispose d'un personnel correspondant au minimum à un équivalent temps plein. Cette disposition ne s'applique pas aux organisations de producteurs pour lesquelles le seuil de valeur minimale de production commercialisée est fixé à 100 000 euros en application de l'article D. 551-8.

« Art. D. 551-14. – Les personnes physiques ou morales n'ayant pas la qualité de producteurs peuvent être membres d'une organisation de producteurs, sous réserve que les membres producteurs détiennent au moins 75 % des voix à l'assemblée générale et, lorsque l'organisation de producteurs est constituée sous forme de société, 75 % des parts sociales.

« Ces membres non producteurs ne prennent pas part au vote pour les décisions ayant trait aux fonds opérationnels.

« Art. D. 551-15. – Les agents de l'organisme payeur des fonds opérationnels effectuent chaque année les contrôles requis par l'article 27 du règlement (UE) n° 2017/892 du 13 mars 2017 de la Commission du 13 mars 2017 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés.

*« Sous-section 3**« Dispositions spécifiques aux associations d'organisations de producteurs*

« Art. D. 551-16. – Peuvent être reconnues en qualité d'association d'organisations de producteurs opérant au niveau national les associations qui représentent au moins 55 % de la valeur de la production commercialisée par l'ensemble des organisations de producteurs reconnues en France pour le produit, le groupe de produits ou la catégorie de produits au titre duquel la reconnaissance est demandée.

« Les associations d'organisations de producteurs peuvent avoir pour membres d'autres personnes que des organisations de producteurs reconnues, à l'exclusion des syndicats ou d'autres associations d'organisations de producteurs. Par dérogation, un syndicat peut y adhérer lorsque le champ d'intervention de l'association est

national. L'ensemble des membres qui ne sont pas reconnus en tant qu'organisations de producteurs ne peut disposer de plus de 25 % des voix.

« Art. D. 551-17. – Lorsque pour un ou des produits donnés, les règles édictées par une association d'organisations de producteurs opérant au niveau national sont étendues par arrêté des ministres chargés de l'agriculture et de l'économie, les règles qui présentent le même objet qui ont été édictées par une association d'organisation de producteurs opérant sur une partie du territoire national deviennent caduques à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté.

« Lorsque, pour un ou des produits donnés, deux associations opérant respectivement au niveau national et sur une partie du territoire national déposent simultanément une demande tendant à l'extension des règles qui présentent le même objet, seule la demande déposée par l'association opérant au niveau national est prise en compte.

« Lorsque, pour un ou des produits donnés, les règles édictées par une association opérant au niveau national ont été étendues, aucune association opérant au niveau d'une partie du territoire national ne peut adopter des règles présentant le même objet.

« Section 3

« *Dispositions applicables aux organisations de producteurs et aux associations d'organisations de producteurs reconnues dans le secteur de l'élevage en vue de la production de viande et dans le secteur de la reproduction animale*

« Sous-section 1

« *Dispositions communes aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur de l'élevage en vue de la production de viande et dans le secteur de la reproduction animale*

« Art. D. 551-18. – La reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs est accordée de manière distincte pour un ou plusieurs groupes ou catégories de produits suivants :

- « 1° Les bovins, à l'exception des bovins certifiés issus de l'agriculture biologique ;
- « 2° Les bovins certifiés issus de l'agriculture biologique ;
- « 3° Les ovins, à l'exception des ovins certifiés issus de l'agriculture biologique ;
- « 4° Les ovins certifiés issus de l'agriculture biologique ;
- « 5° Les caprins ;
- « 6° Les veaux de boucherie ;
- « 7° Les porcins, à l'exception des porcins certifiés issus de l'agriculture biologique ;
- « 8° Les porcins certifiés issus de l'agriculture biologique ;
- « 9° Les volailles de chair, à l'exception de volailles de chair certifiées issues de l'agriculture biologique ;
- « 10° Les volailles de chair certifiées issues de l'agriculture biologique ;
- « 11° Les volailles produisant des œufs de consommation, à l'exception de celles certifiées issues de l'agriculture biologique ;
- « 12° Les volailles produisant des œufs de consommation certifiées issues de l'agriculture biologique ;
- « 13° Les palmipèdes à foies gras ;
- « 14° Les lagomorphes, à l'exception des lagomorphes certifiés issus de l'agriculture biologique ;
- « 15° Les lagomorphes certifiés issus de l'agriculture biologique ;
- « 16° Les gibiers à plumes et pigeons ;
- « 17° Les équins destinés à la boucherie ;
- « 18° Les bovins reproducteurs enregistrés ou inscrits dans un livre généalogique tenu par un organisme de sélection agréé ;
- « 19° Les ovins reproducteurs enregistrés ou inscrits dans un livre généalogique tenu par un organisme de sélection agréé ;
- « 20° Les caprins reproducteurs enregistrés ou inscrits dans un livre généalogique tenu par un organisme de sélection agréé ;
- « 21° Les volailles issues de schémas de sélection destinées à la production d'œufs à couvrir et leurs produits ;
- « 22° Les lagomorphes issus de schémas de sélection destinés à la production de parentaux.

« Art. D. 551-19. – Toute personne physique ou morale se livrant à l'élevage des animaux mentionnés à l'article D. 551-18 et, dans le cas où l'organisation de producteurs exerce une mission d'organisation de la mise en marché, de commercialisation ou est habilitée à négocier les contrats de livraison de la production de ses membres, toute personne propriétaire des animaux, et qui n'est pas liée par des contrats d'intégration prévus aux articles L. 326-1 et L. 326-2, peut être membre, en qualité de producteur, d'une organisation de producteurs reconnue pour un des produits mentionnés à l'article D. 551-18.

« Ces dispositions ne font pas obstacle, dans les mêmes conditions, à la reconnaissance d'une organisation de producteurs constituée en partie de personnes physiques ou morales qui ne sont pas producteurs ou qui n'ont pas pour objet la production de produits dans le secteur pour lequel l'organisation de producteurs est reconnue.

« Art. D. 551-20. – Pour être reconnue dans une collectivité territoriale d'outre-mer ayant le statut de région ultrapériphérique de l'Union européenne, une organisation de producteurs doit justifier d'au moins dix producteurs

membres et d'un pourcentage minimum de 20% du volume d'animaux commercialisés dans la collectivité pour le produit considéré. Il revient à l'organisation de producteurs de démontrer du respect de ces conditions à partir des documents justificatifs qu'elle détient.

« Art. D. 551-21. – Pour assurer l'exercice de ses missions, l'organisation de producteurs dispose de moyens en personnel d'au moins un équivalent temps plein pour chacune des catégories pour lesquelles elle est reconnue.

« Par dérogation au premier alinéa :

« 1° Dans le secteur caprin, elle dispose de moyens en personnel d'au moins un-demi équivalent temps plein ;

« 2° Lorsqu'elle est reconnue sur un territoire en faible densité, en application des articles D. 551-23 à D. 551-26, elle dispose d'au moins 0,8 équivalent temps plein ;

« 3° Lorsqu'elle est reconnue en qualité d'organisation de producteurs pour une autre catégorie de produits, en application de l'article D. 551-18, elle dispose en complément de 0,8 équivalent temps plein.

« Art. D. 551-22. – Dans le cas où l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs exerce une mission d'organisation de la mise en marché, de commercialisation ou est habilitée à négocier les contrats de livraison de la production de ses membres, tout membre producteur s'engage à apporter à l'organisation de producteurs ou aux acheteurs désignés par celle-ci tout ou partie de la production pour les produits concernés, dans les conditions suivantes :

« – dans les secteurs bovin, ovin, caprin, porcin, palmipèdes à foie gras et équin, 75 % de son volume de production, hors vente directe ;

« – dans les secteurs avicole et cunicole, la totalité de son volume de production, hors vente directe ;

« – dans le secteur des animaux reproducteurs, une quantité minimale prévue dans les statuts de l'organisation de producteurs.

« Sous-section 2

« Dispositions applicables aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur bovin

« Art. D. 551-23. – Pour être reconnue, l'organisation de producteurs justifie d'au moins 60 producteurs membres et d'un volume minimum de 6 000 équivalents gros bovins commercialisés.

« Pour les territoires en faible densité, elle justifie d'au moins 30 producteurs membres et d'un nombre minimum de 2 000 équivalents gros bovins commercialisés.

« Par territoire en faible densité, on entend un territoire dans lequel la densité de bovins âgés de plus de 8 mois est inférieur à 20 bovins au km². La liste des territoires en faible densité est fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

« Ces seuils de reconnaissance sont établis à 25 producteurs membres et 500 équivalents gros bovins commercialisés s'agissant de la catégorie des bovins certifiés issus de l'agriculture biologique.

« Ils sont établis à 15 éleveurs et 3 000 animaux s'agissant de la catégorie des veaux de boucherie.

« Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture définit, en tant que de besoin, les équivalences animaux mentionnées au présent article.

« Sous-section 3

« Dispositions applicables aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur ovin

« Art. D. 551-24. – Pour être reconnue, l'organisation de producteurs justifie d'au moins 50 producteurs membres et d'un nombre minimum de 40 000 animaux commercialisés.

« Pour les territoires en faible densité, elle justifie d'au moins 30 producteurs membres et d'un nombre minimum de 15 000 animaux commercialisés.

« Par territoire en faible densité, on entend un territoire dans lequel la densité de brebis est inférieure à 10 brebis au km². La liste des territoires en faible densité est fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

« Ces seuils de reconnaissance sont établis à 20 producteurs membres et 1 500 animaux s'agissant de la catégorie des ovins certifiés issus de l'agriculture biologique.

« Sous-section 4

« Dispositions applicables aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur caprin

« Art. D. 551-25. – Pour être reconnue, l'organisation de producteurs justifie d'au moins 10 producteurs membres et d'un nombre minimum de 500 animaux commercialisés.

« Sous-section 5

« Dispositions applicables aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur porcin

« Art. D. 551-26. – Pour être reconnue, l'organisation de producteurs justifie d'au moins 50 producteurs membres et d'un nombre minimum de 200 000 animaux commercialisés.

« Pour les territoires en faible densité, elle justifie d'au moins 25 producteurs membres et d'un nombre minimum de 50 000 animaux commercialisés.

« Par territoire en faible densité, on entend un territoire dans lequel la densité de porcs est inférieure à 40 porcs au km². La liste des territoires en faible densité est fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

« Ces seuils sont établis à 15 producteurs membres et 3 000 animaux s'agissant de la catégorie des porcins certifiés issus de l'agriculture biologique.

« *Sous-section 6*

« *Dispositions applicables aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur avicole*

« Art. D. 551-27. – Pour être reconnue, l'organisation de producteurs de volailles de chair justifie d'au moins 25 producteurs membres et d'une surface minimale de bâtiments de 20 000 m².

« Ces seuils de reconnaissance sont établis à 10 producteurs et 8 000 m² s'agissant de la catégorie des volailles de chair certifiées issues de l'agriculture biologique.

« Pour être reconnue, l'organisation de producteurs de volailles produisant des œufs de consommation justifie d'au moins 10 producteurs membres et d'un nombre minimum de 50 000 volailles pondeuses.

« Ces seuils de reconnaissance sont établis à 5 producteurs et 12 500 volailles pondeuses s'agissant de la catégorie des volailles produisant des œufs de consommation certifiés issus de l'agriculture biologique.

« Pour être reconnue, l'organisation de producteurs de palmipèdes à foie gras justifie d'au moins 20 producteurs membres et d'un nombre minimum de 200 000 animaux commercialisés.

« Pour être reconnue, l'organisation de producteurs de gibiers à plumes et pigeons justifie d'au moins 5 producteurs membres et d'un nombre minimum de 50 000 équivalents pigeons commercialisés.

« Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture définit, en tant que de besoin, les équivalences animaux mentionnées au présent article.

« *Sous-section 7*

« *Dispositions applicables aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur cynicole*

« Art. D. 551-28. – Pour être reconnue, l'organisation de producteurs justifie d'au moins 10 producteurs membres et d'un nombre minimum de 50 000 équivalents lapins commercialisés.

« Ces seuils de reconnaissance sont établis à 5 producteurs et d'un nombre minimum de 2 500 équivalents lapins pour les lapins certifiés issus de l'agriculture biologique.

« Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture définit, en tant que de besoin, les équivalences animaux mentionnées au présent article.

« *Sous-section 8*

« *Dispositions applicables aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur équin*

« Art. D. 551-29. – Pour être reconnue, l'organisation de producteurs justifie d'au moins 30 producteurs membres et d'un nombre minimum de 200 équidés commercialisés.

« *Sous-section 9*

« *Dispositions applicables aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur de la reproduction animale*

« Art. D. 551-30. – Pour être reconnue, l'organisation de producteurs justifie du respect de l'une des conditions suivantes :

« 1° D'au moins 50 producteurs membres et d'un nombre minimum de 600 bovins reproducteurs commercialisés ;

« 2° D'au moins 50 producteurs membres et d'un nombre minimum de 600 ovins reproducteurs commercialisés ;

« 3° D'au moins 10 producteurs membres et d'un nombre minimum de 800 caprins reproducteurs commercialisés ;

« 4° D'au moins 10 producteurs membres et d'une surface minimale de bâtiments de 10 000 m² destinés à la reproduction de volailles ;

« 5° D'au moins 10 producteurs membres et d'un nombre minimum de 50 000 lagomorphes reproductrices commercialisées.

« *Section 4*

« *Dispositions applicables aux organisations de producteurs et aux associations d'organisations de producteurs reconnues dans le secteur du lait*

« *Sous-section 1*

« *Dispositions communes aux organisations de producteurs et aux associations d'organisations de producteurs reconnues dans le secteur du lait*

« Art. D. 551-31. – La reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs ou d'association d'organisations de producteurs est accordée de manière distincte pour les catégories de produits suivantes :

« 1° Lait de vache ;

« 2° Lait de vache susceptible d'être utilisé pour la fabrication d'un produit laitier sous signe d'identification de la qualité et de l'origine, produit par un opérateur dans le respect des conditions prévues dans le cahier des charges de ce signe, contrôlé selon les modalités prévues à l'article R. 642-39 ;

- « 3° Lait de chèvre ;
- « 4° Lait de chèvre issu de l'agriculture biologique ;
- « 5° Lait de brebis ;
- « 6° Lait de brebis issu de l'agriculture biologique ;
- « 7° Produits laitiers.

« Art. D. 551-32. – « Les statuts d'une organisation de producteurs ou d'une association d'organisation de producteurs comportent :

« 1° Des dispositions concernant les règles permettant aux producteurs membres d'une organisation de producteurs de contrôler, de façon démocratique, leur organisation et les décisions prises par cette dernière ;

« 2° Les règles relatives à l'admission de nouveaux membres et notamment, la période minimale d'adhésion qui ne peut être inférieure à un an.

« Art. D. 551-33. – Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture définit la nature et les modalités de transmission des informations que les organisations de producteurs et les associations d'organisations de producteurs doivent adresser à l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) pour l'application de l'article 149 du règlement (UE) n° 1308/2013 et de ses règlements d'exécution.

« Art. D. 551-34. – I. – La durée minimale d'adhésion des membres producteurs de l'organisation de producteurs ou de l'association d'organisations de producteurs est de cinq ans renouvelables.

« Les membres de l'organisation ou de l'association de producteurs lui apportent la totalité du volume produit, à l'exception du lait cru destiné à la transformation à la ferme et lui communiquent les volumes de lait cru transformés à la ferme.

« L'organisation ou l'association de producteurs dispose d'informations provenant de ses membres lui permettant de connaître les volumes collectés ou à collecter et leur suivi qualitatif au regard des critères pris en compte pour le paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité en application de l'article L. 654-30, en vue de sa commercialisation ou de sa mise en marché.

« Elle informe ses membres, suivant une fréquence appropriée, du suivi de la qualité des produits livrés aux établissements de collecte, de la saisonnalité de la production, des débouchés du lait collecté et des prix obtenus, des frais de gestion issus de ses activités ainsi que, le cas échéant, du suivi de l'application des contrats passés avec les acheteurs.

« II. – Le premier alinéa du I ne s'applique pas aux organisations de producteurs ou associations d'organisations de producteurs reconnues dans la catégorie des produits laitiers.

« III. – Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux organisations de producteurs ou associations d'organisations de producteurs qui n'exercent pas une mission d'organisation de la mise en marché, de commercialisation ou qui ne sont pas habilitées à négocier les contrats de livraison de la production de ses membres.

« Sous-section 2

« Dispositions spécifiques aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur du lait

« Art. D. 551-35. – Toute personne physique ou morale qui produit du lait de la catégorie concernée ou des produits laitiers peut être membre d'une organisation de producteurs dans le secteur du lait ou des produits laitiers.

« Art. D. 551-36. – Pour l'exécution de ses missions, l'organisation de producteurs dispose de moyens en personnel correspondant au moins à un demi-équivalent temps plein.

« Par dérogation à l'alinéa précédent, ses moyens en personnel sont portés à un quart d'équivalent temps plein lorsqu'elle est reconnue :

- « – pour une autre production animale ;
- « – pour la production de lait susceptible d'être utilisé pour la fabrication de produits sous signes d'identification de la qualité et de l'origine ;
- « – en application du troisième alinéa de l'article D. 551-37.

« Ses moyens en personnel sont portés à 0,15 équivalent temps plein pour les catégories du lait de chèvre, du lait de brebis et des produits laitiers.

« Art. D. 551-37. – Pour être reconnue comme organisation de producteurs pour la catégorie « lait de vache », l'organisation de producteurs justifie, soit d'un nombre minimum de 200 membres producteurs de lait de vache, soit d'un volume minimum de 60 millions de litres de lait de vache commercialisés.

« Pour être reconnue comme organisation de producteurs pour la catégorie « lait de vache susceptible d'être utilisé pour la fabrication d'un produit laitier sous signe d'identification de la qualité et de l'origine », l'organisation de producteurs justifie, soit d'un nombre minimum de 25 membres producteurs de lait de vache, soit d'un volume minimum de 7 millions de litres de lait de vache commercialisés.

« L'organisation de producteurs peut également être reconnue sans satisfaire aux conditions mentionnées aux premier et deuxième alinéas si ses membres ont livré, en moyenne sur les deux dernières campagnes laitières, au moins 55 % du lait collecté par un même acheteur.

« Lorsque cet acheteur collecte le lait auprès de producteurs dont les sièges d'exploitation sont situés sur plusieurs départements, le respect de ce seuil est vérifié sur une zone correspondant à la somme des départements sur lesquels les exploitations des producteurs membres de l'organisation ont leur siège.

« Les références de la collecte réalisée auprès d'un producteur n'ayant pas l'antériorité définie au quatrième alinéa sont établies sur la base des références de son précédent détenteur.

« Art. D. 551-38. – Pour être reconnue comme organisation de producteurs pour la catégorie « lait de chèvre » ou « lait de chèvre issu de l'agriculture biologique », l'organisation justifie d'un nombre minimum de cinq membres producteurs de lait de chèvre.

« Pour la catégorie « lait de chèvre », une organisation de producteurs peut être reconnue lorsque les producteurs qu'elle regroupe représentent au moins 50 % plus un de l'ensemble des producteurs de chaque établissement de collecte auquel ils livrent leur production.

« Pour la catégorie « lait de chèvre issu de l'agriculture biologique », une organisation de producteurs peut être reconnue lorsque les producteurs qu'elle regroupe représentent au moins 50 % plus un de l'ensemble des producteurs de lait de chèvre issu de l'agriculture biologique de chaque établissement de collecte auquel ils livrent leur production.

« Art. D. 551-39. – Une organisation peut être reconnue comme organisation de producteurs pour la catégorie « lait de brebis » lorsqu'elle regroupe un nombre minimum de soixante membres producteurs de lait de brebis ou lorsque les membres producteurs livrent un volume minimum correspondant à 55 % du volume collecté par les établissements de collecte du lait de brebis.

« Une organisation peut être reconnue comme organisation de producteurs pour la catégorie « lait de brebis issu de l'agriculture biologique », lorsqu'elle regroupe un nombre minimum de dix membres producteurs de lait de brebis issu de l'agriculture biologique ou lorsque les membres producteurs livrent un volume minimum correspondant à 55 % du volume de lait de brebis issu de l'agriculture biologique collecté par les établissements de collecte du lait de brebis issu de l'agriculture biologique.

« Art. D. 551-40. – Pour être reconnue comme organisation de producteurs pour la catégorie « produits laitiers », l'organisation de producteurs justifie d'un nombre minimum de dix producteurs de produits laitiers.

« Section 5

« Dispositions applicables aux organisations de producteurs et aux associations d'organisations de producteurs reconnues dans le secteur de la banane »

« Art. D. 551-41. – Pour être reconnue, l'organisation de producteurs justifie :

« 1° D'un nombre minimum de cent producteurs membres qui peuvent être des personnes physiques ou morales ;

« 2° D'un volume annuel minimum de production commercialisée ou mise en marché de 20 000 tonnes en poids net de bananes.

« Est prise en compte la production annuelle de bananes commercialisée ou mise en marché par l'organisation demandant sa reconnaissance, la production de bananes livrée par ses membres au cours de l'année civile précédant celle de la demande.

« Toute personne physique ou morale qui produit des bananes peut être membre d'une organisation de producteurs dans le secteur des bananes.

« Art. D. 551-42. – Chaque organisation de producteurs fait l'objet d'un contrôle sur place par la direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt compétente au moins tous les trois ans.

« Section 6

« Dispositions applicables aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur du plant de pommes de terre »

« Art. D. 551-43. – Toute personne physique ou morale produisant des plants de pommes de terre peut être membre en qualité de producteur d'une organisation de producteurs de plants de pommes de terre.

« Art. D. 551-44. – L'organisation de producteurs dispose de moyens en personnels correspondant au moins à cinq équivalents temps plein.

« Art. D. 551-45. – Pour être reconnue, l'organisation de producteurs justifie d'un nombre minimum de 75 producteurs membres et d'une surface de production au moins égale à cinq cents hectares.

« Section 7

« Dispositions applicables aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur du tabac brut »

« Art. D. 551-46. – Pour être reconnue, l'organisation justifie d'un nombre minimum de cinquante producteurs membres.

« Art. D. 551-47. – Les producteurs membres effectuent la mise sur le marché de la totalité de la production destinée à la commercialisation par l'intermédiaire de l'organisation.

« CHAPITRE II

« ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS ET ASSOCIATIONS D'ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS RECONNUES DANS LES SECTEURS NON COUVERTS PAR L'ORGANISATION COMMUNE DES MARCHÉS DES PRODUITS AGRICOLES

« Section 1

« Dispositions communes

« Art. D. 552-1. – La direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt compétente contrôle le respect des critères de reconnaissance des organisations de producteurs et des associations d'organisations de producteurs.

« Art. D. 552-2. – Lorsque des manquements sont relevés, le ministre chargé de l'agriculture, après avis de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la zone sur laquelle le siège de l'organisation de producteurs est situé, en avertit les organisations de producteurs et associations d'organisations de producteurs par lettre recommandée dans les deux mois suivant le constat, en précisant les mesures correctrices à mettre en œuvre dans un délai qu'il fixe et qui ne peut excéder douze mois à compter de la notification de l'avertissement.

« Au terme de ce délai, si les réserves ne sont pas levées, le ministre chargé de l'agriculture prononce le retrait de reconnaissance.

« Section 2

« Dispositions applicables aux organisations de producteurs reconnues dans le secteur forestier

« Art. D. 552-3. – Les organisations de producteurs ont notamment pour but de :

« 1° Regrouper la production de leurs membres en vue de sa commercialisation ou d'organiser sa mise en marché ;

« 2° Favoriser l'adaptation de la production de leurs membres aux exigences du marché ;

« 3° Améliorer la mise en valeur commerciale des produits forestiers ;

« 4° Déterminer et faire appliquer par leurs membres des règles communes de production et de mise en marché, notamment en matière de qualité des produits et de gestion durable des forêts.

« Art. D. 552-4. – Pour l'exécution de leurs missions, les organisations de producteurs dans le secteur forestier disposent des moyens techniques ou matériels nécessaires et d'au moins un équivalent temps plein en personnel.

« Art. D. 552-5. – Pour être reconnue, l'organisation de producteurs :

« 1° Justifie que les membres producteurs, personnes morales ou physiques, sont propriétaires de parcelles forestières situées sur une zone géographique continue identifiée ;

« 2° Démonstre que plus de 70 % de son chiffre d'affaires total provient d'activités relatives à l'organisation d'opérations de commercialisation ou de mise en marché de bois, d'exploitation forestière ou de gestion sylvicole liées à la mise en valeur de parcelles forestières confiées à l'organisation par ses membres producteurs ;

« 3° Commercialise ou met en marché un volume de bois au moins égal à 50 000 m³ par an, dont au moins la moitié est apportée par ses membres producteurs ;

« 4° Procède à la commercialisation ou organise la mise en marché de tout ou partie de la production de ses membres dans les conditions suivantes :

« a) Au moins 50 % des quantités commercialisées ou dont la mise en marché est organisée par l'organisation le sont par le biais de contrats d'approvisionnement pluriannuels ou annuels comportant une clause de tacite reconduction, conclus avec des unités de transformation du bois ou avec leurs filiales d'approvisionnement ;

« b) Les produits livrés ou mis à disposition des unités de transformation du bois sont préalablement triés et conformes à un cahier des charges conclu entre l'organisation et chaque unité de transformation destinataire ;

« 5° Met en place des procédures ou des méthodes visant à garantir :

« a) La traçabilité des produits qu'elle commercialise ou met en marché ;

« b) Que les bois commercialisés ou dont la mise sur le marché est organisée sont issus de forêts gérées durablement.

« Art. D. 552-6. – La durée minimale d'adhésion des membres producteurs de l'organisation est de trois ans renouvelable.

« Les membres producteurs communiquent à l'organisation les documents de gestion mentionnés à l'article L. 122-3 du code forestier concernant les parcelles dont la production est commercialisée ou mise en marché par l'intermédiaire de l'organisation ou, à défaut, tout autre document décrivant ces parcelles et les programmes de travaux et de coupe à y réaliser.

« Le document d'adhésion mentionne le volume de bois ou des parcelles dont sera issue la production que les membres producteurs s'engagent à lui céder ou à commercialiser par son intermédiaire.

« L'organisation informe ses membres, suivant une fréquence appropriée définie dans le règlement intérieur, sur les débouchés des produits, les prix moyens obtenus par débouché et le coût moyen des services rendus.

« Aucun membre ne peut détenir plus de 40 % des droits de vote à l'assemblée générale et les membres producteurs détiennent au moins 70 % de ces droits de vote.

« CHAPITRE III

« DISPOSITIONS COMMUNES

« Section 1

« Dispositions communes aux organisations de producteurs et aux associations d'organisations de producteurs reconnues

« Art. D. 553-1. – L'autorité administrative mentionnée aux articles L. 551-1, L. 552-1 et L. 552-4 est le ministre chargé de l'agriculture.

« Il est également compétent pour prononcer le retrait de la reconnaissance des organisations de producteurs ou des associations d'organisations de producteurs.

« Art. D. 553-2. – Toute organisation ou association comportant plusieurs secteurs d'activité, qui demande sa reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs ou d'association d'organisations de producteurs, constitue un groupe spécialisé pour chaque organisation de producteurs ou association d'organisations de producteurs reconnue. Chaque groupe spécialisé réunit les producteurs concernés pour les produits ayant fait l'objet d'une reconnaissance.

« Art. D. 553-3. – Une association d'organisations de producteurs exerce ses activités dans la limite de ce qui lui a été confié par les organisations de producteurs qui en sont membres.

« Une organisation de producteurs peut adhérer à plusieurs associations d'organisations de producteurs pour un produit relevant d'une même catégorie, sous réserve que :

« 1° Ces associations poursuivent des objectifs distincts et compatibles entre eux, adoptent des règles et mettent en œuvre des mesures qui ne portent pas sur le même objet ;

« 2° L'adhésion à plusieurs associations ne fasse pas obstacle à la réalisation correcte de ses activités.

« Section 2

« Dispositions spécifiques aux organisations de producteurs reconnues

« Art. D. 553-4. – Le dossier de demande de reconnaissance d'une organisation de producteurs comprend :

« 1° Les statuts de l'organisation, ainsi que son procès-verbal d'approbation.

« 2° Une note précisant :

« a) L'objet de l'organisation, et notamment, si celle-ci procède à la commercialisation de la production que ses membres lui cèdent à cette fin ;

« b) Les actions mises en œuvre par l'organisation de producteurs au profit de ses membres ;

« c) La répartition du capital, lorsqu'il existe, des droits de vote entre les différents membres de l'organisation de producteurs et les modalités selon lesquelles elle s'assure du respect des dispositions des D. 551-9 et D. 551-14 ;

« 3° La résolution du conseil d'administration ou de l'organe compétent de l'organisation de producteurs décidant de présenter la demande et précisant le produit, les produits ou le secteur pour lesquels la reconnaissance est demandée et, pour les catégories mentionnées au chapitre II, la zone pour laquelle la reconnaissance est demandée ;

« 4° Pour les secteurs mentionnés au chapitre II, les règles prévues à l'article L. 552-1 ;

« 5° Le règlement intérieur et son procès-verbal d'approbation ;

« 6° Le nombre des membres de l'organisation de producteurs ou des adhérents de ses membres et la valeur annuelle de leur production commercialisée ou le volume annuel de production mis en marché ou commercialisé, par produit, pour chaque membre ;

« 7° Les règles comptables et budgétaires nécessaires au fonctionnement de l'organisation ainsi que son budget prévisionnel pour deux exercices ;

« 8° La description des installations et moyens techniques dont dispose l'organisation, avec l'indication de leur emplacement, de leur état et de leur capacité technique d'utilisation ;

« 9° La liste et le nombre des adhérents, le modèle de bulletin d'adhésion des membres à l'organisation de producteurs et les documents permettant de justifier d'un nombre d'adhérents couvrant le seuil minimal de membres pour le secteur considéré ;

« 10° Le cas échéant, les mandats de commercialisation ou de négociation signés par les producteurs membres au bénéfice de l'organisation de producteurs ;

« 11° Le cas échéant, tout document dûment signé relatif à l'externalisation d'une activité par l'organisation de producteurs dans le cadre d'un accord avec un prestataire conformément à l'article 155 du règlement (UE) n° 1308/2013.

« Le ministre chargé de l'agriculture peut demander à l'organisation de producteurs la communication de toute pièce complémentaire comportant des éléments d'information utiles à l'instruction du dossier.

« Section 3

« Dispositions spécifiques aux associations d'organisations de producteurs reconnues

« Art. D. 553-5. – Le dossier de demande de reconnaissance d'une association d'organisations de producteurs comprend :

« 1° La résolution du conseil d'administration ou de l'organe compétent de l'association décidant de présenter la demande et précisant le produit ou les produits pour lesquels la reconnaissance est demandée et, pour les catégories mentionnées au chapitre II, la zone pour laquelle la reconnaissance est demandée ;

« 2° Les statuts de l'association et le procès-verbal d'approbation ;

« 3° Le règlement intérieur de l'association et le procès-verbal d'approbation ;

« 4° La liste des membres de l'association, ainsi que la valeur de leur production commercialisée ou le volume de production mis en marché ou commercialisé par produit pour chaque membre ;

« 5° Une note informative précisant :

« a) La répartition du capital, lorsqu'il existe, et des droits de vote entre les différents membres de l'association, et notamment le respect de l'article D. 551-16 relatif au pourcentage de voix maximum dont peuvent disposer l'ensemble des membres qui ne sont pas reconnus en tant qu'organisation de producteurs pour les décisions ayant trait aux programmes opérationnels dans le secteur des fruits et légumes ;

« b) Les règles prévues à l'article L. 552-1 ;

« c) Les objectifs poursuivis par l'association ;

« d) Les règles comptables et budgétaires nécessaires au fonctionnement de l'association ainsi que son budget prévisionnel pour deux exercices ;

« e) Le cas échéant, la description des installations et moyens techniques dont dispose l'association, avec l'indication de leur emplacement, de leur état et de leur capacité technique d'utilisation ;

« 6° Les bulletins d'adhésion des membres ;

« 7° Le cas échéant, les mandats de commercialisation ou de négociation signés par les producteurs membres au bénéfice de l'association d'organisations de producteurs.

« Le ministre chargé de l'agriculture peut demander à l'association d'organisations de producteurs la communication de toute pièce complémentaire comportant des éléments d'information utiles à l'instruction du dossier. »

Art. 2. – La section IV du chapitre premier du titre VII du livre V du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifiée :

1° A l'article D. 571-40, la référence : « D. 551-36 » est remplacée par la référence : « D. 553-1 » ;

2° A l'article D. 571-41 :

a) Au 1°, les mots : « Les articles D. 551-1, D. 552-1 et le premier alinéa de l'article D. 554-3 sont complétés » sont remplacés par les mots : « L'article D. 553-1 est complété » ;

b) Au 2°, les mots : « Aux articles D. 551-4, D. 551-9 à D. 551-11, D. 551-36, D. 554-4 à D. 554-6 » sont remplacés par les mots : « A l'article D. 553-1 » ;

c) Le 3° est abrogé.

Art. 3. – La section première du chapitre IV du titre VI du livre VI du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifiée :

1° A l'article D. 664-2, les mots : « au 2 de l'article 103 *septies* du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur, selon les modalités définies aux articles 55 et 56 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission du 7 juin 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés » sont remplacés par les mots : « au 2 de l'article 36 du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles, selon les modalités définies aux articles 27 et 28 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes et aux articles 2 et 3 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés » ;

2° A l'article D. 664-3 :

a) Au premier alinéa, les mots : « 59 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 » ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : « 3 de l'article 103 *quater* du règlement (CE) n° 1234/2007 » sont remplacés par les mots : « 5 de l'article 33 du règlement (UE) n° 1308/2013 » ;

c) Au quatrième alinéa, les mots : « l'article 60 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 susmentionné » sont remplacés par les mots : « l'article 31 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

d) Au cinquième alinéa, les mots : « l'article 61 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 5 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 » ;

3° A l'article D. 664-4, les mots : « l'article 62 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 32 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

4° A l'article D. 664-5 :

a) Au premier alinéa, les mots : « l'article 59 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 susmentionné » sont remplacés par les mots : « l'article 4 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 » ;

b) Au deuxième alinéa, les mots : « l'article 64 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 33 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

5° A l'article D. 664-6, les mots : « au 2 de l'article l'article 65 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 susmentionné. Le directeur général de FranceAgriMer accepte ou rejette la demande dans les délais mentionnés au 3 du même article. » sont remplacés par les mots : « au 3 de l'article 34 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 susmentionné. Le directeur général de l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) accepte ou rejette la demande au plus tard le 15 décembre de l'année de la demande. » ;

6° A l'article D. 664-7 :

a) Au I, les mots : « au 3 de l'article 66 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « au 2 de l'article 34 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

b) Au II, les mots : « au sens du 1 de l'article 29 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « au sens du 1 de l'article 15 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

7° A l'article D. 664-8, les mots : « des articles 52 à 54 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « des articles 24 à 26 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

8° A l'article D. 664-9 :

a) Les mots : « l'article 50 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 22 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

b) Au premier alinéa, après les mots : « chaque organisation de producteurs » sont insérés les mots : « et association d'organisations de producteurs » ;

c) Au quatrième alinéa, les mots : « au i du 1 de l'article 19 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « à l'article 2 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

9° A l'article D. 664-10 :

a) Les mots : « l'article 51 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 23 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

b) Les mots : « , selon son choix : 1° » sont supprimés ;

c) Les mots : « 1^{er} août » sont remplacés par les mots : « 31 décembre » ;

d) Le 2° est abrogé ;

10° A l'article D. 664-11, les mots : « les articles 50 et 51 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « les articles 22 et 23 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

11° Les dispositions de l'article D. 664-12 sont remplacées par les dispositions suivantes : « En application du 6 de l'article 27 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 susmentionné, la déclaration de la valeur de la production commercialisée de l'organisation de producteurs est attestée par un commissaire aux comptes, un expert-comptable ou une association de gestion et de comptabilité. » ;

12° A l'article D. 664-13 :

a) Au premier alinéa, les mots : « l'article 68 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 8 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 » ;

b) Le second alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Pour l'application du 3 de l'article 34 du règlement (UE) n° 1308/2013, sont regardées comme menées par une filière interprofessionnelle les actions conduites sous l'égide d'une organisation interprofessionnelle au sens de l'article 158 de ce règlement, ou du centre technique interprofessionnel des fruits et légumes. » ;

13° A l'article D. 664-14, les mots : « l'article 69 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 9 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 » ;

14° A l'article D. 664-15, les mots : « des articles 71 et 72 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 susmentionné » sont remplacés par les mots : « de l'article 35 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 et de l'article 12 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 susmentionnés » ;

15° A l'article D. 664-16 :

a) Au premier alinéa, les mots : « l'article 78 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 44 du règlement délégué (UE) n° 2017/891. » ;

b) Au troisième alinéa, les mots : « l'article 109 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 30 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 » ;

16° A l'article D. 664-17 :

a) Le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Pour l'application de l'article 45 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 susmentionné, les montants maximaux de soutien au retrait des produits ne figurant pas à l'annexe IV de ce règlement. » ;

b) Au troisième alinéa, les mots : « articles 70 et 72 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « articles 10 et 12 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 » ;

17° A l'article D. 664-20, les mots : « l'article 83 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 47 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

18° A l'article D. 664-21 :

a) Au I, les mots « l'article 103 *quinquies* du règlement (CE) n° 1234 / 2007 » sont remplacés par les mots : « l'article 34 du règlement (UE) n° 1308/2013 » ;

b) Aux II et IV, les mots : « l'article 83 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 47 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

19° A l'article D. 664-22 :

a) Au troisième alinéa, les mots : « l'article 83 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 47 du règlement délégué (UE) n° 2017/891 » ;

b) Au cinquième alinéa, les mots : « règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission » sont remplacés par les mots : « règlement délégué (UE) n° 2017/891 de la Commission » ;

20° Aux articles D. 664-23 et D. 664-24, les mots : « l'article 108 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 29 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 » ;

21° A l'article D. 664-25, les mots : « l'article 109 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 30 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 » ;

22° A l'article D. 664-26, les mots : « à l'article 84 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 susmentionné, dans les conditions définies à l'article 85 du même règlement. » sont remplacés par les mots : « au 4 de l'article 33 du règlement (UE) n° 1308/2013 susmentionné, dans les conditions définies à l'article 48 du règlement délégué (UE) n° 2017/891. » ;

23° A l'article D. 664-27, les mots : « l'article 110 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 31 du règlement d'exécution (UE) 2017/892 » ;

24° A l'article D. 664-28, les mots : « l'article 99 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission du 7 juin 2011 » sont remplacés par les mots : « l'article 22 du règlement d'exécution (UE) n° 2017/892 du 13 mars 2017 ».

Art. 4. – Dans le secteur de l'élevage, les organisations de producteurs reconnues disposent d'un délai de 18 mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret pour se mettre en conformité avec les articles D. 551-20 à D. 551-30.

Art. 5. – Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture et de l'alimentation et la ministre des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 27 avril 2018.

EDOUARD PHILIPPE

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'agriculture
et de l'alimentation,*
STÉPHANE TRAVERT

*Le ministre de l'économie
et des finances,*
BRUNO LE MAIRE

La ministre des outre-mer,
ANNICK GIRARDIN